

« Le temps des revues est peut-être passé ? » : les réseaux intellectuels indépendantistes face au Parti québécois (1967-1971)

Jean-Philippe Carlos

Volume 72, Number 1, Summer 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1051144ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1051144ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Carlos, J.-P. (2018). « Le temps des revues est peut-être passé ? » : les réseaux intellectuels indépendantistes face au Parti québécois (1967-1971). *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 72(1), 5–29. <https://doi.org/10.7202/1051144ar>

Article abstract

This article analyzes the decline of the intellectual network of independentist journals in the late 1960s when the Parti Québécois appropriated most of the ideas as well as the people who fed the debates in the various publications during the Quiet Revolution. Firstly, the article maps the main intellectual nodes of the late 1960s, introducing the leaders, the ideologies and the dissemination potential of these journals. Secondly, it analyzes the founding of the Parti Québécois and the initial impact of René Lévesque's centrist coalition on the independentist intellectual network. Thirdly, it addresses the issue of ideological transfers and political connections between the members of this network and the Parti Québécois at the turn of the 1970s.

« Le temps des revues est peut-être passé ? » : les réseaux intellectuels indépendantistes face au Parti québécois (1967-1971)¹

JEAN-PHILIPPE CARLOS
Université de Sherbrooke

RÉSUMÉ • Cet article analyse le déclin du réseau des revues d'idées indépendantistes qui survient à la fin des années 1960, au moment où le Parti québécois récupère en grande partie les idées, mais aussi les acteurs qui ont animé différentes publications au courant de la Révolution tranquille. Dans un premier temps, nous procédons à la cartographie des principaux nœuds intellectuels de la fin des années 1960, en présentant les animateurs, les idéologies et le potentiel de diffusion des revues étudiées. Dans un deuxième temps, nous revenons sur l'épisode de la fondation du Parti québécois et sur l'impact initial qu'a eu l'arrivée de la coalition centriste de René Lévesque sur le réseau intellectuel indépendantiste. Dans un troisième temps, nous abordons la question des transferts idéologiques et des liens politiques qui se sont établis entre les membres du réseau et le Parti québécois au tournant des années 1970.

ABSTRACT • This article analyzes the decline of the intellectual network of independentist journals in the late 1960s when the Parti Québécois appropriated most of the ideas as well as the people who fed the debates in the various publications during the Quiet Revolution. Firstly, the article maps the main intellectual nodes of the late 1960s, introducing the leaders, the ideologies and the dissemination potential of these journals. Secondly, it analyzes the founding of the Parti Québécois and the initial impact of René Lévesque's centrist coalition on the independentist intellectual network. Thirdly, it addresses the issue of ideological transfers and political connections between the members of this network and the Parti Québécois at the turn of the 1970s.

1. L'auteur remercie le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada pour son appui financier.

Nous sommes, croyons-nous, à l'heure du choix. Un choix inéluctable qu'il nous faut avoir le courage d'envisager, sans nous perdre dans de vaines querelles de mots, de formules ou de personnalités.

RENÉ LÉVESQUE, 1967²

Le PQ a trop souvent changé son fusil d'épaule dans le but d'aller au pouvoir le plus rapidement possible. Cette inconsistance et ces incohérences rendent le dialogue difficile.

GABRIEL NADEAU-DUBOIS, 2017³

Constituant la figure de proue du mouvement indépendantiste québécois depuis sa fondation par René Lévesque en 1968, le Parti québécois (PQ) demeure aujourd'hui un parti doté d'un potentiel d'attractivité remarquable, notamment en vertu du nombre de membres et de sympathisants. Néanmoins, en s'éloignant de ses idéaux d'origine depuis la défaite référendaire de 1995, le PQ ne constitue plus nécessairement le dénominateur commun du mouvement indépendantiste, aujourd'hui fragmenté en une multitude de factions. Conséquemment, plusieurs initiatives ont été mises sur pied afin de favoriser la cohésion entre les membres du mouvement⁴. En ce sens, il est intéressant de noter que l'idée de « convergence souverainiste », régulièrement mise de l'avant depuis la défaite péquiste aux élections provinciales de 2014, était déjà présente dans les débats intellectuels à l'époque de la Révolution tranquille.

Dès les années 1960, nombreux sont les militants indépendantistes qui croient que le mouvement n'arriverait à rien si ses membres continuaient à s'entredéchirer au nom de doctrines idéologiques antagonistes. Si l'idée de fusion circule déjà au moment où s'activent les premiers partis politiques favorables à la cause de l'indépendance – pensons ici au Rassemblement pour l'indépendance nationale (RIN), devenu parti politique en 1963, et au Regroupement national, fondé en 1964 et rebaptisé Ralliement

2. René Lévesque, *Option Québec* (Montréal, Éditions TYPO, 1997), (1^{re} édition 1969), p. 150.

3. Romain Schué, « Gabriel Nadeau-Dubois propose une association entre Québec solidaire et Option nationale », *Journal Metro* [en ligne], <<http://journalmetro.com/actualites/montreal/1100944/gabriel-nadeau-dubois-propose-une-association-entre-quebec-solidaire-et-option-nationale/>>, 9 mars 2017.

4. Pensons notamment aux organisations « Génération nationale », « Oui Québec » ou encore à la fameuse stratégie de « convergence souverainiste » réunissant des membres de Québec solidaire, d'Option nationale et du Parti québécois.

national (RN) en 1966 – c’est toutefois avec l’arrivée en scène du Mouvement souveraineté-association (MSA) de René Lévesque, en 1967, que la question de l’union des forces indépendantistes devient incontournable. Fort d’une popularité liée à ses actions en tant que ministre au sein du cabinet libéral de Jean Lesage, Lévesque devient rapidement la figure dominante du mouvement indépendantiste⁵. Conscients de cette réalité, de nombreux militants comprennent qu’ils devront décider de l’avenir de ce mouvement.

Or, si l’on connaît bien le récit de la convergence des partis politiques au sein du PQ, il en est tout autrement de l’attitude adoptée par les milieux intellectuels à l’égard du parti de Lévesque⁶. Cette méconnaissance n’est pas étrangère à l’historiographie du mouvement indépendantiste, puisque aucune synthèse n’a encore été produite afin de dresser un portrait compréhensif de l’évolution de ce mouvement. De même, les spécialistes se sont longtemps intéressés à des acteurs ou à des groupes individuels, laissant ainsi de côté une trame synthétique⁷. Néanmoins, depuis la fin des années 1990, on assiste à un certain foisonnement lié à l’étude des réseaux intellectuels et à leurs idées⁸. Il en va de même pour l’histoire des premiers partis politiques indépendantistes⁹. Quant au PQ, il retient évidemment l’attention de plusieurs historiens, malgré le fait que de nom-

5. Jean-Charles Panneton, *Le gouvernement Lévesque*. Tome 1 : *De la genèse du PQ au 15 novembre 1976* (Québec, Septentrion, 2016), p. 134-136.

6. Graham Fraser, *René Lévesque and the Parti Québécois in Power* (Montréal, McGill-Queen’s University Press, 2014); Pierre Godin, *René Lévesque, un homme et son rêve* (Montréal, Boréal, 2014); Claude Cardinal, *Une histoire du RIN* (Montréal, VLB, 2015).

7. André d’Allemagne, *Le RIN et les débuts du mouvement indépendantiste québécois* (Montréal, Éditions l’Étincelle, 1974); Véronique Murray, *Le Parti québécois de la fondation à la prise du pouvoir* (Montréal, Hurtubise, 1976); Robert Major, *Parti pris. Idéologies et littérature* (Saint-Laurent, Hurtubise, 1979); William D. Coleman, *The Independence movement in Quebec 1945-1980* (Toronto, University of Toronto Press, 1984).

8. Éric Bouchard, *Raymond Barbeau et l’Alliance laurentienne : les ultras de l’indépendantisme québécois*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 1997; Mathieu Lapointe, *Nationalisme et socialisme dans la pensée de Raoul Roy, 1914-1965*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Montréal, 2002; Sean Mills, « Québécoises deboutte! Le Front de libération des femmes du Québec, le Centre des femmes et le nationalisme », *Mens : revue d’histoire intellectuelle et culturelle*, 4, 2, (printemps 2004); Yvan Carel, *Les revues intellectuelles entre empêchement et émancipation : 1950-1968*, thèse de doctorat (histoire), Université du Québec à Montréal, 2007, p. 183-210; Robert Comeau, Denis Monière et Charles-Philippe Courtois, *Histoire intellectuelle de l’indépendantisme québécois*, 2 tomes (Montréal, VLB, 2010 et 2012); Jean-Philippe Carlos, *Contacts, échanges et ruptures : l’évolution du réseau intellectuel indépendantiste québécois à travers ses revues (1956-1968)*, mémoire de maîtrise (histoire), Université de Sherbrooke, 2015.

9. Jean-François Nadeau, *Bourgault* (Montréal, Lux Éditeur, 2007); Éric Bédard, « René Lévesque et l’alliance avec les bleus », dans Alexandre Stefanescu, dir., *René Lévesque. Mythes et réalités* (Montréal, VLB, 2008), p. 147-159; Janie Normand, *L’indépendance à droite. L’histoire politique du Regroupement national et du Ralliement national entre 1964 et 1968*, mémoire de maîtrise (histoire), Université du Québec à Montréal, 2010; Claude Cardinal, *Une histoire du RIN...* Notons aussi la publication par le *Bulletin d’histoire politique* d’un dossier consacré au RIN dans le numéro d’été 2014 (22, 3).

breuses pistes de recherche demeurent inexplorées¹⁰. Dans cette optique, les relations entretenues entre le PQ et les milieux intellectuels indépendantistes constituent selon nous une piste de recherche susceptible de révéler l'une des particularités du monde intellectuel québécois, soit la prégnance de la question nationale dans les débats d'idées qui fut, durant un temps, le moteur de l'engagement d'une génération de penseurs nationalistes.

Dans le cadre de cet article, nous nous intéresserons donc à la réaction des réseaux intellectuels indépendantistes québécois face à la fondation et à la popularité du PQ, entre 1967 et 1971. Plus spécifiquement, nous analyserons les discours et les idées véhiculées par les revues intellectuelles à l'égard de la coalition indépendantiste menée par René Lévesque. En ce sens, nous chercherons à comprendre si ces réseaux se sont montrés ouverts à la perspective de se joindre au PQ afin d'accélérer la marche vers l'indépendance ou si, plutôt, ils ont été réfractaires à l'égard d'une forme d'appui susceptible de corrompre la pureté de leur doctrine idéologique. Cette période est d'autant plus intéressante qu'elle correspond au moment où on assiste à un phénomène particulier, soit le déclin généralisé du réseau des revues indépendantistes qui survient lorsque le PQ récupère en grande partie les idées, mais aussi les acteurs qui ont animé différentes publications au courant de la période de la Révolution tranquille. Nous croyons qu'une majorité d'intellectuels œuvrant au sein des principaux réseaux d'influence vont voir dans le PQ un véhicule structuré, vigoureux et relativement inclusif, à partir duquel l'accession à l'indépendance, dans une démarche démocratique, devient une réalité tangible, voire imminente. Cette croyance amènera une large part d'intellectuels à prendre position, en vertu d'un réalisme politique, et à appuyer, à divers degrés, la coalition menée par René Lévesque entre 1967 et 1971.

Notre article s'inscrit dans le schème de l'histoire des idées, centrées sur l'étude des discours idéologiques des intellectuels et de leurs réseaux. Deux concepts serviront à étayer notre cadre analytique : le concept d'intellectuel et celui d'indépendantisme. Figure incontournable, l'historien français Pascal Ory définit l'intellectuel comme étant « un homme du culturel, créateur ou médiateur, mis en situation d'homme du politique,

10. G. Fraser, *René Lévesque and the Parti Québécois in Power...*; V. Murray, *Le Parti québécois de la fondation à la prise du pouvoir...*; John Saywell, *The rise of the Parti québécois 1967-1976* (Toronto, University of Toronto Press, 1977); Éric Montigny, *Leadership et militantisme au Parti québécois* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2011); J.-C. Panneton, *Le gouvernement Lévesque. Tome 1 : De la genèse du PQ au 15 novembre 1976...*

producteur ou consommateur d'idéologie [...] il s'agira d'un statut [...] transcendé par la volonté individuelle [...] et tourné vers un usage collectif¹¹ ». En cela, l'intellectuel joue un rôle précurseur, défini par la création des conditions sociales qui préfigurent l'avènement d'un nouveau modèle de société donnée. Le caractère public de son engagement et son inscription dans les débats de la cité révèlent la dimension collective du rôle de l'intellectuel. À cela, l'historien René Rémond ajoute :

Impuissante à renverser dans l'instant un entraînement, [l'influence des intellectuels] prépare les choix à long terme par une imprégnation lente. Surtout, les intellectuels concourent, par leurs interventions, leurs écrits, leurs positions, à clarifier les débats, à formuler les problèmes du moment en termes généraux : ils en dégagent la portée générale¹².

Enfin, l'historien Yvan Lamonde indique que l'intellectuel québécois intervient publiquement, selon l'état et le développement de l'espace public, de façon relativement intense et fréquente ; intervient sur une question ou des questions d'intérêt civique et politique (société civile), à propos d'enjeux collectivement significatifs ; promeut, défend et incarne la liberté de parole contre différents pouvoirs et structures organisationnelles (la politique partisane, le pouvoir temporel de l'Église, les autorités coloniales, l'État, les idéologies) ; a laissé des traces écrites servant à l'identifier et à le ou la suivre¹³.

Quant au concept d'indépendantisme, il s'agit d'une branche distincte liée au nationalisme québécois, configurée selon un degré d'attachement encore plus marqué envers l'idéal de la création d'un État national indépendant. Cette idéologie peut être articulée tant par la gauche que par la droite, puisqu'aucune sphère d'allégeance politique n'en possède le monopole. Dans le cadre du Québec et de l'époque étudiée, l'indépendantisme se manifeste selon deux tendances.

Dans un premier temps, on peut noter l'existence d'un « indépendantisme nationaliste », où la primauté de la souveraineté politique de l'État québécois prime sur toute autre question¹⁴. Dans un deuxième temps, certains groupes militants associés à la gauche prônent plutôt un « indé-

11. Pascal Ory et Jean-François Sirinelli, *Les intellectuels en France de l'Affaire Dreyfus à nos jours* (Paris, Armand Colin, 1986), p. 10.

12. René Rémond, « Les intellectuels et la politique », *Revue française de science politique*, 9, 4 (décembre 1959), p. 880.

13. Michel Lacroix, Yvan Lamonde, Marie-Andrée Bergeron, Jonathan Livernois, *Dictionnaire des intellectuels au Québec* (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2017), p. 14.

14. Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec* (Montréal, Éditions de l'Hexagone, 1986).

pendantisme socialiste». Allant au-delà de simples revendications nationalistes, des revues telles que *Parti Pris* et *Socialisme* s'affichaient clairement en faveur d'une «révolution nationale», en s'appuyant sur le socialisme et le marxisme-léninisme¹⁵. Le «souverainisme» péquiste des années 1970 est décrit par le sociologue Mathieu Bock-Côté comme

l'idéal d'une société technocratique et libertaire qui trouverait le pays du Québec comme réceptacle. Cette vision du projet souverainiste [...] a confondu dans un même projet d'émancipation nationale du Québec et sa modernisation sociale et culturelle (et souvent contre-culturelle). La souveraineté ne devait plus seulement constituer une nation historique en État indépendant, elle devait créer une nouvelle société. Le souverainisme entendu ici comme idéologie du PQ se présentait comme le parachèvement de la modernisation sociale et technocratique de la société québécoise.

Entendu ainsi, le «souverainisme lévesquien» se caractérise par sa vision de centre-gauche, axée notamment sur la primauté du rôle de l'État dans le développement du Québec, mais aussi par sa vision ambiguë de la nature de la rupture politique des liens avec le Canada advenant la séparation démocratique du Québec du reste du Canada¹⁶.

Notre corpus de sources se compose essentiellement d'articles, d'éditoriaux et de chroniques tirés de revues d'idées d'orientation indépendantiste¹⁷. Ces textes proviennent des revues *Parti pris*, *Socialisme*, *L'Indépendance*, *La Nation*, *L'Action nationale* et *L'Indépendantiste*. Les balises temporelles choisies se basent sur deux dates emblématiques : novembre 1967, qui correspond à l'année de naissance du MSA ; décembre 1971, qui réfère au moment où le felquiste Pierre Vallières se rallie publiquement au PQ et renonce – temporairement – à la violence politique¹⁸. Cette période est également emblématique, car le PQ est alors en construction, ce qui incite nombre de militants à investir en masse le parti.

15. Mathieu Lapointe, *Nationalisme et socialisme dans la pensée de Raoul Roy, 1914-1965...*

16. L. Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec...*, p. 124-128.

17. Les textes devaient afficher une position claire sur la question de la fusion des forces indépendantistes, et notamment, sur la question de l'appui au PQ. Au total, une trentaine de textes ont été compilés.

18. L'entrée de Pierre Vallières au PQ est également un moment symbolique dans la mesure où c'est à partir de ce moment précis que le parti, et notamment René Lévesque, durcira le ton et affichera une attitude méfiante, voire antipathique, à l'égard des nouveaux membres issus de mouvements d'extrême gauche. Très mécontent de l'arrivée de Vallières dans son parti, Lévesque cherchera à lui donner une image de «respectabilité», qui sera d'ailleurs dénoncée par Pierre Bourgault lors de son fameux discours au conseil national de 1971 intitulé «Sécurité, solidarité et respectabilité». Ce virage «pragmatique» entrepris par l'establishment du parti marquera une rupture avec les premières années d'existence du PQ, où les membres jouaient un rôle beaucoup plus actif et influent. P. Godin, *René Lévesque, un homme et son rêve...*, p. 286-288.

Notre article se divise en trois parties. Dans un premier temps, nous procédons à la cartographie des principaux réseaux intellectuels indépendantistes de la fin des années 1960. Ensuite, nous revenons sur l'épisode de la fondation du PQ et sur son impact dans les cercles intellectuels indépendantistes. Enfin, nous abordons la question des transferts idéologiques et des liens politiques qui se sont établis entre les réseaux intellectuels et le PQ au tournant des années 1970.

LES RÉSEAUX INTELLECTUELS INDÉPENDANTISTES À LA FIN DES ANNÉES 1960

L'indépendantisme québécois a longtemps été un mouvement politique marginal. Jusqu'au milieu des années 1950, il apparaît épisodiquement dans le paysage du Québec – surtout dans des cercles intellectuels restreints – et ce n'est qu'en 1957 qu'est fondé le premier véritable mouvement de pression indépendantiste d'après-guerre, l'Alliance laurentienne de Raymond Barbeau, qui contribue à faire connaître l'option indépendantiste dans les différentes régions du Québec et auprès d'une multitude de groupes sociaux¹⁹.

C'est véritablement durant la décennie 1960 que le mouvement indépendantiste s'implante solidement dans le paysage politique québécois. On assiste alors à la création de dizaines de groupes de pression, de revues d'idées et de partis politiques qui militent en faveur de cette option. Il faut comprendre que le mouvement se manifeste alors dans un contexte historique particulier, soit celui de la Révolution tranquille. À la suite de l'arrivée au pouvoir du Parti libéral, l'État québécois se laïcise et adopte les principes de l'État-providence, ce qui permet aux Québécois d'accéder à un niveau de vie supérieur et de profiter de nombreux programmes sociaux inédits. On assiste également au développement d'un nationalisme économique interventionniste, d'une culture identitaire forte et originale ainsi que d'un système politique inspiré de la social-démocratie. Enfin, on voit poindre la laïcisation, la perte de pouvoir de l'Église et une libéralisation des mœurs, liées notamment à l'arrivée à l'âge adulte des Baby-boomers²⁰. Ces éléments, couplés à la diffusion au niveau local des mouvements contestataires mondiaux, dont les luttes de décolonisation,

19. Sur l'historique du mouvement indépendantiste de la première moitié du XX^e siècle, on consultera notamment : Mathieu Noël, *Lionel Groulx et le réseau indépendantiste québécois des années 1930* (Montréal, VLB, 2011).

20. Paul-André Linteau, René Durocher et Jean-Claude Robert, *Histoire du Québec contemporain : le Québec depuis 1930* (Montréal, Boréal, 1989), p. 761-763.

engendrent la création de nombreux groupes protestataires²¹. C'est donc à la fois grâce à l'influence du contexte nationaliste local et à la diffusion d'idéaux d'outre-mer que le mouvement indépendantiste québécois contemporain prend son essor. Notons que le contexte d'affrontement, qui marque les relations fédérale/provinciales depuis les années 1930, contribue également à l'émergence de ce mouvement²².

En 1967, au moment où commence notre étude, l'indépendantisme constitue un courant de pensée très médiatisé. Ce phénomène est attesté durant les élections provinciales de l'année précédente, où les unionistes de Daniel Johnson père mirent de l'avant le slogan « Égalité ou indépendance » et où deux partis indépendantistes s'engagèrent dans la joute électorale (RIN et RN). De même, les événements entourant la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme (1963-1970), les États généraux du Canada français (1966-1969) et la visite du général Charles de Gaulle (juillet 1967) suggèrent que la fédération canadienne est dans une impasse politique au moment des festivités de son centenaire. Fort d'une croissance ininterrompue depuis le début de la décennie 1960, les réseaux intellectuels indépendantistes évoluent alors tant à la droite qu'à la gauche du spectre idéologique, ancrés dans des milieux traditionalistes, socialistes, sociaux-démocrates et nationalistes²³. Du côté de la gauche, on retrouve notamment les revues *Parti pris*, *Socialisme*, *l'Indépendance* et *L'Indépendantiste*.

Fondée en 1963 par des étudiants universitaires en sciences sociales et en littérature, dont Paul Chamberland, Pierre Maheu, Jean-Marc Piotte, André Major et André Brochu, *Parti pris* est en proie à des tensions

21. Sean Mills, *Contester l'empire : pensée postcoloniale et militantisme politique à Montréal, 1963-1972* (Montréal, Hurtubise, 2011), p. 8-10.

22. La lutte à la centralisation fédérale, entreprise par certains penseurs et regroupements traditionalistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale, amènera un certain nombre de militants nationalistes à s'orienter vers l'indépendantisme, au vue de l'évolution des rapports entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux. Au sujet de la lutte à la centralisation, on notera avec intérêt l'étude suivante : François-Albert Angers, *Essai sur la centralisation. Analyse des principes et perspectives canadiennes* (Montréal, Les Presses de l'École des Hautes Études Commerciales et Les Éditions de la Librairie Beauchemin, 1960).

23. Dans le contexte intellectuel québécois des années 1960, l'application du cadre dichotomique gauche/droite est quelque peu hasardeux, vue l'interchangeabilité des concepts et notions retrouvées dans l'une ou l'autre des revues étudiées, surtout lorsqu'il est mention de la question nationale. Néanmoins, nous avons relevé que l'un des éléments qui distinguent les revues indépendantistes de droite de celles de gauche est que pour les premières, l'indépendance constitue une fin en soi, un idéal à atteindre, voire l'aboutissement logique de l'évolution historique du nationalisme canadien-français. Cette vision est diamétralement opposée aux thèses gauchistes, ou socialistes, où l'indépendance nationale du Québec est avant tout un moyen, ou encore une étape nécessaire à l'affranchissement de la classe ouvrière et à l'avènement d'un système socialiste.

internes importantes en 1967 et 1968. Investie par des étudiants et des professeurs marxistes de l'Université de Montréal, la revue s'est progressivement délestée de son corps rédactionnel original, désillusionné devant l'option révolutionnaire. Ayant par le passé appliqué à la société québécoise une grille d'analyse socialiste, existentialiste et anticolonialiste – novatrice pour l'époque –, la revue propose désormais des modèles de développement utopiques d'inspirations cubaines et soviétiques. Prônant une révolution à la fois sociale et nationale, la majorité des « partipristes » voient l'indépendance nationale du Québec comme l'une des conditions de la libération du peuple. À la fin des années 1960, la revue est animée par Gilles Dostaler, Luc Racine, Gilles Bourque et Gabriel Gagnon, tous étudiants en sciences sociales, par le poète Gérald Godin ainsi que par les partipristes de la première heure Pierre Maheu, Patrick Straram et Jean-Marc Piotte. Son tirage, fort honorable, oscille entre 1500 et 3000 exemplaires par numéro²⁴.

Du côté de *Socialisme*, la revue partage plusieurs valeurs avec *Parti pris*, notamment en lien avec la nécessité de la double libération sociale et nationale. Fondée en 1964 par Marcel Rioux et Jacques Dofny, alors professeurs en sociologie à l'Université de Montréal, ainsi que par le syndicaliste Pierre Vadeboncoeur, la revue est initialement animée par des convictions syndicalistes²⁵. Un changement de garde semblable à celui de *Parti pris* altère cependant la composition de son corps rédactionnel qui est, dès 1967, investi par des auteurs ouvertement marxistes, tels que l'écrivain et poète Michel Van Schendel et l'économiste Jean-Guy Loranger. Ceux-ci développeront d'ailleurs la première véritable forme de « marxisme scientifique québécois », qui s'éloignera franchement des thèses socialistes éclectiques qui étaient l'apanage de la revue durant ses premières années d'existence²⁶. Leur discours radical, centré sur la nécessité d'une révolution socialiste qui porterait la classe prolétaire au pouvoir, marquera une rupture avec l'orientation syndicaliste. À la fin des années 1960, son tirage oscille autour de 1000 à 2000 exemplaires par numéro²⁷.

24. Stéphanie Angers et Gérard Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec, 1930-2000 : les réseaux de la revue Esprit avec La Relève, Cité libre, Parti pris et Possibles* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2004), p. 126. Néanmoins, depuis l'année 1966, le tirage de *Parti pris* est en déclin constant, ce qui occasionne des problèmes financiers qui affectent grandement la pérennité de la revue.

25. Nicole Laurin, « Genèse de la sociologie marxiste au Québec », *Sociologie et sociétés*, 37, 2 (2005), p. 192.

26. N. Laurin, « Genèse de la sociologie marxiste au Québec... », p. 197.

27. André Beaulieu, Jean Hamelin et Jean Boucher, *La presse québécoise des origines à nos jours*. Tome dixième : 1964-1975 (Québec, Presses de l'Université Laval, 1990), p. 53.

D'orientation social-démocrate et beaucoup plus modérée que *Parti pris* et *Socialisme*, *L'Indépendance* constitue un autre point de rencontre pour les intellectuels indépendantistes. Organe de presse du RIN, parti qui a récolté 5 % des suffrages aux élections provinciales de 1966, *L'Indépendance* est animée par un corps rédactionnel indépendant depuis sa fondation en 1962. Le journal permet la diffusion des idées de ses membres, qui recourent des allégeances idéologiques diversifiées allant du nationalisme traditionnel au socialisme révolutionnaire, à l'image même de la composition du RIN. Le journal est animé par de jeunes professionnels et des étudiants tels que Jacques Elliott, Pierre Renaud et Pierre Charrette, ainsi que par le président du RIN, Pierre Bourgault, qui collabore régulièrement à la section éditoriale. André d'Allemagne et Guy Pouliot, respectivement premier et second présidents du RIN, s'impliquent également de manière active dans les activités du journal, tout comme la journaliste de *La Presse* Lysiane Gagnon. En 1967 et 1968, le tirage de *L'Indépendance* atteint des sommets inégalés auparavant et frôle les 7500 exemplaires par numéro²⁸.

Outre ces trois revues, mentionnons aussi celles lancées par Raoul Roy. Fondateur de *La Revue socialiste* (1959-1965) et de l'Action socialiste pour l'indépendance du Québec (1960-1966), Roy fut un intellectuel pionnier qui théorisa des idées alliant le nationalisme traditionnel au socialisme décolonisateur, un cadre théorique qui fut d'ailleurs repris et amélioré par l'équipe de *Parti pris* à partir de 1963²⁹. Figure méconnue, Roy resta un militant de l'ombre du mouvement indépendantiste jusqu'aux années 1980. À la fin des années 1960, c'est de manière solitaire et au travers de sa revue *L'Indépendantiste* (1963-1968) qu'il diffuse ses thèses tiers-mondistes et nationalistes. Le tirage ne dépassa jamais le cap des 1000 exemplaires par numéro³⁰.

Du côté de la droite, l'espace intellectuel est surtout occupé par *L'Action nationale*. Organe de presse de la Ligue d'action nationale et dirigée par l'économiste François-Albert Angers depuis 1959, la revue d'orientation traditionaliste voit dans la formule des États associés un compromis politique susceptible de donner un meilleur destin à la collectivité canadienne-française³¹. Elle se convertira néanmoins à l'indépendantisme au terme

28. Claude Cardinal, « Les finances du RIN, parti politique », *Bulletin d'histoire politique*, 22, 3 (2014), p. 82-85.

29. M. Lapointe, *Nationalisme et socialisme dans la pensée de Raoul Roy, 1914-1965...*

30. A. Beaulieu, *La presse québécoise des origines à nos jours*. Tome dixième : 1964-1975..., p. 278-279.

31. C'est à partir de septembre 1964 que *L'Action nationale* se positionne officiellement en faveur de l'option des États-associés, elle qui prônait depuis 1956 la mise en place d'un « statut particulier » pour le Québec. François-Albert Angers, « États associés et *L'Action nationale* », *L'Action nationale*, 54, 1 (sep-

des États généraux du Canada français, auxquels nombre de ses membres ont participé³². À la fin des années 1960, *L'Action nationale* est animée entre autres par le prêtre-professeur Jean Genest (directeur de la revue à partir de 1968), le journaliste Rosaire Morin, l'avocat Jacques-Yvan Morin, l'écrivain jésuite Richard Arès ainsi que par le bibliothécaire Patrick Allen. Sensible aux idées de son époque, la revue constitue le bateau amiral de la droite intellectuelle nationaliste³³. En soi, elle joua d'ailleurs un rôle crucial dans l'évolution du nationalisme canadien-français, en l'éloignant d'une orientation strictement culturelle et en l'amenant vers une tangente politique.

Enfin, la droite indépendantiste peut également compter sur *La Nation*, l'organe de presse du Ralliement national (RN), un parti issu de la fusion du Regroupement national et du Ralliement créditiste ayant récolté 3 % des suffrages en 1966³⁴. Traditionaliste, anticolonialiste et farouchement indépendantiste, *La Nation* est animée par le pédiatre René Jutras, le professeur Lucien Lessard, l'ancien chef créditiste Laurent Legault et par Germaine Perron, secrétaire du RN et rare figure féminine s'étant illustrée dans les sphères intellectuelles de l'indépendantisme québécois durant la décennie 1960. Le journal est fort populaire dans les régions et en milieu rural, auprès de l'électorat « bleu » proche de l'Union nationale³⁵. Difficile à estimer, son tirage est chiffré à 30 000 exemplaires par numéro, un chiffre qui est néanmoins tiré directement des pages du journal.

Ainsi, ces publications constituent les principaux espaces intellectuels de diffusion des thèses indépendantistes à la fin des années 1960. Elles ont joué un rôle crucial dans la démocratisation de l'indépendantisme et ont proposé de nouvelles pistes de développement pour le Québec, pistes qui sauront d'ailleurs inspirer le PQ à ses débuts.

tembre 1964), p. 1-18. La revue publiera d'ailleurs plusieurs articles en lien avec la question des États-associés, afin d'explicitier les modalités constitutionnelles relatives à cette option : François-Albert Angers, « La confiance est-elle encore possible? », *L'Action nationale*, 54, 9 (mai 1965), p. 845-851 ; François-Albert Angers, « Les États associés, formule d'indépendance », *L'Action nationale*, 54, 10 (juin 1965), p. 959-976 ; Jean-Marc Léger, « Un essai de solution », *L'Action nationale*, 54, 10 (juin 1965), p. 999-1004.

32. Sur la conversion progressive des traditionalistes canadiens-français à l'idéal indépendantiste durant la décennie 1960, on consultera l'étude suivante : Jean-Philippe Carlos, « Exprimer la conscience d'un peuple » : le réseau des revues intellectuelles de droite et la question de l'indépendance nationale du Québec (1957-1968) », *Mens : revue d'histoire intellectuelle et culturelle*, 15, 2 (2015), p. 7-47.

33. Xavier Gélinas, *La droite intellectuelle et la Révolution tranquille* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2007).

34. Sur le Regroupement et le Ralliement national, on consultera l'étude suivante : J. Normand, *L'indépendance à droite...*, Éric Bédard, « René Jutras 1965 », dans Robert Comeau, Denis Monière et Charles-Philippe Courtois, *Histoire intellectuelle de l'indépendantisme québécois*. Tome 1..., p. 217-229.

35. É. Bédard, « René Lévesque et l'alliance avec les bleus... ».

L'ENTRÉE EN SCÈNE DU MSA ET DU PQ: UN COUP DE TONNERRE DANS L'AGORA QUÉBÉCOISE

C'est en novembre 1967 qu'est créé le MSA, un mouvement politique fondé par René Lévesque et des transfuges du Parti libéral du Québec. Très populaire, le mouvement rassemble rapidement plusieurs centaines de membres qui appuient la formule de souveraineté-association développée par Lévesque dans son ouvrage *Option Québec*³⁶. Désirant se constituer en parti politique, le MSA voit d'un bon œil une fusion éventuelle avec les deux partis indépendantistes existants, le RIN et surtout le RN. Des négociations ont lieu au printemps 1968 et rapidement, le RIN en est écarté à cause de ses positions sur l'unilinguisme francophone, de ses méthodes de militantisme musclées ainsi que de l'animosité opposant René Lévesque et Pierre Bourgault³⁷. Néanmoins, une entente est rapidement conclue avec le RN et débouche sur le congrès de fondation du PQ, tenu au Colisée de Québec du 11 au 14 octobre 1968 et rassemblant plus de 14 000 personnes. Les rinistes, initialement exclus de la coalition indépendantiste, rejoindront toutefois le nouveau parti en pratiquant la stratégie de l'entrisme à la suite du sabordage du RIN³⁸. Le PQ est donc, à l'origine, une coalition centriste social-démocrate militant pour une souveraineté de nature associative avec le Canada, notamment au niveau économique.

Or, il n'est pas saugrenu d'avancer que la fondation du MSA, puis du PQ, va provoquer une onde de choc dans les réseaux intellectuels indépendantistes. En cela, l'analyse des textes parus entre 1967 et 1971, relativement à la question de la fusion des forces indépendantistes, nous permet de dégager trois attitudes : 1) l'appui volontaire au projet de coalition des forces indépendantistes, suivi d'un engagement au sein du PQ ; 2) un appui tactique, modulable selon les circonstances et 3) un rejet pur et simple du projet de coalition et, plus spécifiquement, du PQ. Ces trois positions ont été adoptées à des degrés variables par les différents animateurs et collaborateurs actifs au sein de ces réseaux.

La position d'appui volontaire au projet de coalition des forces indépendantistes est d'abord adoptée par *La Nation* et, un peu plus tard, par *L'Indépendance*. Dans le cas de *La Nation*, l'analyse des numéros parus entre

36. J.-C. Panneton, *Le gouvernement Lévesque*. Tome 1..., p. 32. Le MSA connaît alors une croissance fulgurante puisqu'en janvier 1968, il regroupe environ 700 membres, alors qu'en mai 1968, il compte plus de 7000 membres.

37. J.-C. Panneton, *Le gouvernement Lévesque*. Tome 1..., p. 143-146.

38. C. Cardinal, *Une histoire du RIN...*, p. 460-467.

1967 et 1968 révèle que le comité éditorial du journal suit à la lettre les positions du RN. Les auteurs mettent ainsi de l'avant l'importance stratégique liée à l'alliance des forces indépendantistes, en précisant qu'ils continueront de militer afin d'imposer leur programme traditionaliste dans un programme politique à venir³⁹. Du côté de *L'Indépendance*, les membres du comité éditorial se distancent initialement du projet de coalition de Lévesque. Plus encore, plusieurs rinistes sont d'avis que c'est plutôt à René Lévesque d'intégrer le RIN, qui est depuis 1963 le parti indépendantiste dominant sur la scène politique québécoise et qui possède une organisation structurée, présente dans plusieurs régions du Québec⁴⁰. D'autres encore dénoncent le manque d'engagement de Lévesque envers la défense de la culture francophone ainsi qu'envers la lutte à l'impérialisme américain⁴¹. Ces éléments joueront d'ailleurs un rôle important dans l'échec des négociations de fusion entre le RIN et le MSA⁴². Toutefois, la popularité du mouvement de Lévesque, couplée aux difficultés financières et structurelles du RIN, forceront le parti et son journal à réviser leur position⁴³. Cette prise de conscience, issue des réflexions d'André d'Allemagne et de Pierre Bourgault, mènera les membres du RIN à voter massivement en faveur de la dissolution du parti au congrès du 26 octobre 1968, afin de rallier le PQ⁴⁴. Or, dans le cas de *La Nation*, puis de *L'Indépendance*, la mise en avant du crédo « l'union fait la force » résulte notamment de l'expérience électorale de 1966, alors que les traditionalistes du RN et les sociaux-démocrates du RIN ont subi des revers cuisants. Pour eux, un projet de coalition idéologiquement nichée au centre apparaît donc plus réaliste, d'autant plus que cette disposition permettrait d'enrayer la problématique de la division du vote indépendantiste⁴⁵.

39. Anonyme, « Éditorial : Front commun dans l'action », *La Nation*, 2, 12 (juin 1967), p. 4; Anonyme, « L'état de la nation », *La Nation*, 2, 12 (juin 1967), p. 4; Cécilien Pelchat, « Prise de conscience à la veille d'un congrès », *La Nation*, 2, 13 (octobre 1967), p. 2.

40. Pierre Bourgault, « Pour une gauche réaliste et québécoise », *L'Indépendance*, 6, 10 (15 au 31 mars 1968), p. 2.

41. Andrée Ferretti, « Pour un débat démocratique », *L'Indépendance*, 6, 10 (15 au 31 mars 1968), p. 3; Pierre Bourgault, « Nous continuons à travailler à la fusion », *L'Indépendance*, 6, 13 (1^{er} au 15 mai 1968), p. 1.

42. Anonyme, « Les négociations entre le RIN-MSA-RN », *L'Indépendance*, 6, 18 (1^{er} au 30 août 1968), p. 2.

43. C. Cardinal, « Les finances du RIN, parti politique... », p. 85-86.

44. C. Cardinal, *Une histoire du RIN...*, p. 463-467.

45. P. Bourgault, « Nous continuons à travailler à la fusion »..., p. 1. Dans cet éditorial, Bourgault écrira notamment « nous voulons le regroupement des forces indépendantistes et nous sommes décidés à vaincre les obstacles qui pourraient nous empêcher d'y atteindre », signe de sa détermination à dépasser les querelles idéologiques qui affectaient les relations entre le MSA et le RIN.

La position de l'appui tactique au PQ, modulable selon les circonstances, fut également assez répandue. Par exemple, la revue *L'Action nationale* prendra un certain temps avant d'appuyer formellement la coalition de Lévesque. Pourtant, à la parution du programme *Option Québec*, certains auteurs de la revue se montrent enthousiastes à l'idée que Lévesque devienne l'une des figures de proue du mouvement indépendantiste, puisqu'ils conçoivent bien son influence dans les différents cercles intellectuels et politiques⁴⁶. De même, le contenu du programme lévesquien plaît à une grande portion des nationalistes de la Ligue d'action nationale, notamment en vertu de la sensibilité historique affichée par Lévesque⁴⁷. Toutefois, certains ténors de la revue perçoivent Lévesque comme homme dénué de principes, qui n'a que des visées électoralistes⁴⁸. Bien qu'étant en faveur de l'autodétermination du Québec, des auteurs tels que François-Albert Angers se méfient de la réaction de Lévesque lors la crise du *bill 63*, qui survient en 1969⁴⁹. Dans le cadre de la mise en vigueur de la *Loi pour promouvoir la langue française au Québec*, Lévesque s'est notamment illustré en tant que porte-parole d'un certain laissez-faire en matière de législation linguistique en milieu scolaire, un élément qui a causé beaucoup de mécontentement au sein de la Ligue d'action nationale⁵⁰. Devant les critiques, Lévesque raffinerait sa position, mais demeurerait un éternel sceptique à l'idée de devoir légiférer en matière linguistique⁵¹. Quant à *L'Action nationale*, elle se raviserait au début des années 1970 en voyant d'un œil positif la formule d'États associés du PQ ainsi qu'en constatant que le parti se destine à remplacer l'Union nationale en tant que parti nationaliste. Mais surtout, les animateurs de la revue seront charmés par le mode de fonctionnement du PQ, qui tranche franchement avec les anciennes méthodes associées aux partis politiques traditionnels.

46. Fernand Potvin, « Option Québec », *L'Action nationale*, 57, 8 (avril 1968), p. 673-677.

47. F. Potvin, « Option Québec... », p. 673-677.

48. François-Albert Angers, « La bataille de la langue – IV : le cas René Lévesque », *L'Action nationale*, 60, 2 (octobre 1970), p. 107-118.

49. François-Albert Angers, « La bataille de la langue – IV : une triste histoire : le débat de l'assemblée nationale sur le bill 63 », *L'Action nationale*, 59, 10 (juin 1970), p. 941-962 ; F.-A. Angers, « La bataille de la langue – IV : le cas René Lévesque... » ; F.-A. Angers, « La bataille de la langue – VII : le cas René Lévesque – II », *L'Action nationale*, 60, 3 (novembre 1970), p. 188-198.

50. F.-A. Angers, « La bataille de la langue – IV : le cas René Lévesque... », p. 108.

51. Jean-François Simard, « Camille Laurin : un porteur d'innovation sociale », dans Jean-François Simard, *L'œuvre de Camille Laurin. La politique publique comme instrument de l'innovation sociale* (Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2010), p. 42-43. Lévesque sera notamment très réticent par rapport au projet d'adoption de la Charte de la langue française, dite loi 101, formulée et proposée par le ministre Camille Laurin en 1977.

L'auteur Odina Boutet livrera d'ailleurs un témoignage fort admiratif de la vitalité du PQ lors de ces premières années d'existence :

Le Parti Québécois dépasse l'ancienne notion de partisanerie. Il a mieux qu'un chef et mieux que des suiveux. Il forme des participants qui sont en train de démontrer leur capacité de faire demain contribuer toute la population à la bonne marche de notre chez-nous. Le Parti Québécois réforme le sens du parti politique. Son bienfait commence avant même qu'il ait pris le pouvoir. Il prouve dès à présent qu'il est mieux outillé pour former le gouvernement en accord avec une population démocratique. Les anciens partis prennent les conseils des puissants financiers et des « maniganceurs » de crimes. La réforme du Parti Québécois est en lui, dans sa nature et dans les circonstances qui l'ont fait naître et le font grandir. Dans quelques années, nous découvrirons que les chefs peuvent apparaître à la douzaine pour prendre la relève et continuer l'œuvre d'éducation. Nous nous dirigeons vers une mentalité nouvelle, tant souhaitée pour la démocratie québécoise⁵².

C'est dans cette optique que la Ligue d'action nationale et sa revue cesseront d'appuyer officiellement l'Union nationale – parti qu'elles soutenaient depuis les années 1930 – et se tourneront vers le PQ, vu comme étant le parti des forces nationalistes du Québec.

La position d'appui stratégique au MSA, modulable selon les circonstances, sera également adoptée par Raoul Roy, au travers de sa revue *L'Indépendantiste*. Méfiant à l'égard de l'entourage de René Lévesque parce qu'il est composé de plusieurs anciens libéraux membres de la petite bourgeoisie, Roy aura des mots assez durs sur le projet de coalition des forces indépendantistes. Au printemps 1968, il déclare notamment que « Le MSA va sans doute devenir l'expression politique de la petite bourgeoisie et des classes moyennes canadiennes-françaises et proposer une sorte de social-démocratie indépendantiste avec ce que cela comporte de respectable et de crétino-légaliste⁵³ ». Néanmoins, Roy sait aussi recon-

52. Odina Boutet, « Le bienfait du Parti Québécois », *L'Action nationale*, 60, 9 (mai 1971), p. 759-760. Dans ce même texte, Boutet louangera le mode de fonctionnement du PQ, qui fait une place de choix aux militants de la base, et ce, tout en souhaitant « que le Parti Québécois continue à rassembler les divergents et à leur faire subir l'épreuve de la participation démocratique. C'est la meilleure école que nous ayons au Québec. »

53. Roland Dumoulin, « Pour une stratégie globale de l'indépendance du Québec », *L'Indépendantiste*, 3 (printemps 1968), p. 3. Roland Dumoulin est en fait un pseudonyme employé par Raoul Roy. Ce dernier utilisait de manière systématique des pseudonymes afin de signer des articles dans les revues qu'il animait, afin de donner l'impression que celles-ci étaient le fruit de collaborations nombreuses. En fait, la majorité des revues que fonda Roy au cours de sa vie furent son œuvre à part entière. M. Lapointe, *Nationalisme et socialisme dans la pensée de Raoul Roy, 1914-1965...*

naître le potentiel d'attractivité du mouvement lévesquien, surtout en dehors du strict cadre militant de la mouvance nationaliste :

René Lévesque s'est retranché derrière un certain nombre de précautions oratoires pour proposer l'indépendance [...] Il est évident que pour nous ces précautions sont inacceptables et sans doute dangereuses. Mais reconnaissons que Lévesque peut porter la parole là où les socialistes-indépendantistes ne peuvent même pas rêver être entendus et qu'il propage l'idée d'une patrie québécoise plus libre et tendant vers l'indépendance⁵⁴.

Toutefois, le fondateur de *La Revue socialiste* croit que « les socialistes-indépendantistes [...] doivent [...] fonder un mouvement socialiste-indépendantiste regroupant tous les socialistes sur la base de l'indépendance pure et dure par la décolonisation⁵⁵ ». À la manière de certains auteurs de *Parti pris* et de *Socialisme*, Roy souhaite voir la coalition indépendantiste se déployer vers la gauche, même s'il faut pour cela quitter le MSA si celui-ci ne respecte pas ses engagements⁵⁶. Cependant, sa position évoluera rapidement, puisqu'il deviendra, au courant de la décennie 1970, l'un des critiques les plus acerbes de la stratégie péquiste de l'étapisme⁵⁷.

La position d'appui tactique au PQ sera également adoptée par une frange de l'équipe éditoriale de *Parti pris*. Conscients de l'importance stratégique de la fusion des forces indépendantistes, certains partipristes de la première heure militent en faveur de l'intégration au PQ, quitte à mettre de côté leur sensibilité idéologique. Parmi eux, on notera entre autres Jean-Marc Piotte, Jacques Ferron, Pierre Maheu et Gabriel Gagnon. Plusieurs raisons motivent ces individus à se positionner ainsi. Notamment, certains ressentent une fatigue, voire une lassitude, face au rôle joué par *Parti pris* depuis sa fondation, soit celle d'une « avant-garde intellectuelle de la révolution⁵⁸ ». Depuis 1963, la gauche québécoise a assez peu progressé en termes de capital politique, comme en témoignent les déboires du Parti socialiste du Québec (PSQ) et du Mouvement de libération popu-

54. R. Dumoulin, « Pour une stratégie globale de l'indépendance du Québec... », p. 4.

55. R. Dumoulin, « Pour une stratégie globale de l'indépendance du Québec... », p. 5.

56. Raoul Roy, « Pour un indépendantisme inconditionnel et urgentiel », *L'Indépendantiste*, 3 (printemps 1968), p. 18-20.

57. M. Lapointe, *Nationalisme et socialisme dans la pensée de Raoul Roy, 1914-1965...*, p. 4.

58. Voir notamment les articles suivants, qui témoignent des points de vue divergents des partipristes face au MSA : Gilles Bourque, « Québec politique : on n'est pas le Congo », *Parti pris*, 5, 5 (février 1968), p. 10-11 ; Gilles Bourque, « Québec politique : encore le MSA ! », *Parti pris*, 5, 6 (mars 1968), p. 9-10 ; « Table ronde : l'option Lévesque », *Parti pris*, 5, 6 (mars 1968), p. 25-35 ; Pierre Maheu, « 1964-1968 : appui tactique à la bourgeoisie ? », *Parti pris*, 5, 7 (avril 1968), p. 11-13 ; « Québec '68 : forum-débat », *Parti pris*, 5, 8 (été 1968), p. 21-47.

laire (MLP), qui avaient pourtant obtenu le support des partipristes⁵⁹. L'option Lévesque constitue pour eux une chance d'investir un parti de masse et de le faire tendre vers la gauche, notamment en s'associant aux mouvements syndicaux. L'expérience du RIN, au sein duquel la gauche proche d'Andrée Ferretti jouait un rôle important, suggère également que le noyautage du PQ serait susceptible de donner une voix à la gauche québécoise, ce qui constituerait en soi une étape nécessaire au projet de révolution nationale et sociale⁶⁰. C'est donc par pragmatisme que cette frange intellectuelle accepte de se plier au jeu politique, tant et aussi longtemps que le PQ constitue un véhicule au sein duquel la gauche puisse travailler de manière efficace. Le cofondateur de la revue, Jean-Marc Piotte, dresse d'ailleurs un constat fort éclairant relatif à ce positionnement à l'été 1968 :

Se situer hors du MSA, c'est se condamner à être extérieur à la fraction la plus progressiste des masses populaires et c'est se condamner à être extérieur à l'affrontement central des prochaines années : MSA vs PL et UN. Se situer hors du mouvement Lévesque, c'est se condamner à être marginal, sans aucune prise réelle sur les événements, sur les masses populaires. C'est se condamner à créer un autre MLP, une autre petite secte qui éclatera au bout de quelques années [...] La politique n'est pas une question de pureté, mais d'efficacité et nous avons eu trop tendance à former un parti de purs révolutionnaires, c'est-à-dire, à nous retrouver seuls entre nous⁶¹.

Enfin, Piotte croit que cette alliance entre la gauche et le mouvement lévesquien sera influencée « sur le point fondamental : l'attitude à prendre face à l'impérialisme américain⁶² ». Bien que pragmatiques, Piotte et ses comparses demeurent attachés aux valeurs de la gauche québécoise de l'époque, pour qui l'ennemi principal à abattre était l'impérialisme américain⁶³. Cette opinion sera partagée par la majorité des membres qui participeront au forum-débat portant sur la question du mouvement lévesquien dans le dernier numéro publié de la revue, signe que « le temps des revues est peut-être passé⁶⁴ ».

59. Parti pris, « Manifeste 1965-1966 », *Parti pris*, 3, 1-2 (août-septembre 1965), p. 2-41.

60. Parti pris, « Pour un mouvement socialiste et indépendantiste » dans « Québec '68 : forum-débat... », p. 35.

61. J.-M. Piotte, « Québec '68 : forum-débat... », p. 37.

62. J.-M. Piotte, « Québec '68 : forum-débat... », p. 38.

63. Marc Angenot et Tanka Gagné Tremblay, « De Socialisme 64 à Socialisme québécois ou l'invention du marxisme au Québec », *Globe : revue internationale d'études québécoises*, 14, 1 (2011), p. 146-148.

64. Citation tirée de : Denys Arcand, « Québec '68 : forum-débat... », p. 45.

Cette position favorable à l'alliance des forces indépendantistes ne sera néanmoins pas adoptée par tous les partipristes. De ce fait, les auteurs associés à la frange marxiste radicale de la revue, tels que Gilles Bourque, Gilles Dostaler, Luc Racine et Charles Gagnon, réprouvent cette union. Ces opposants représentent la troisième option, soit celle du rejet pur et simple de toute alliance stratégique avec le mouvement de René Lévesque. En résumé, les partipristes radicaux n'acceptent pas une indépendance dénuée d'un projet socialiste. Ils n'acceptent pas non plus de collaborer à un projet politique aux côtés de la « petite bourgeoisie » qui, selon eux, composeraient la majorité des rangs du MSA⁶⁵. Cette « classe dirigeante » est avant tout soucieuse de s'élever dans la hiérarchie sociale et cherche à s'emparer des leviers traditionnels du pouvoir détenus par l'élite politique traditionnelle. Pire encore, le mouvement lévesquien serait peu préoccupé par le sort de la classe ouvrière, ce qui constitue une hérésie pour ces jeunes militants qui carburent aux écrits de Mao, Lénine et de Guevara⁶⁶. De manière surprenante, les partipristes radicaux cherchent à refonder un parti révolutionnaire, à l'instar des défunts MLP et PSQ, qui n'auraient pas été assez loin dans leur démarche révolutionnaire ce qui, à terme, aurait privé la gauche québécoise d'une courroie de transmission faisant le lien entre travail intellectuel et travail politique⁶⁷. Gilles Bourque avancera d'ailleurs qu'il est « préférable de former un parti révolutionnaire de gauche qui réunirait les divers groupes se réclamant de la pensée socialiste et qui travaillent actuellement de façon dispersée » puisque « le MSA, malgré quelques timides essais d'utilisation des méthodes d'animation sociale, deviendra très certainement un parti ne s'organisant qu'en fonction de la lutte électorale »⁶⁸. À terme, ces querelles sur la question de l'union des forces indépendantistes joueront un rôle significatif dans la disparition de *Parti pris*, parce que le comité éditorial sera incapable de dépasser les luttes intestines opposant pragmatiques et radicaux⁶⁹.

65. Gilles Bourque, « Québec politique : encore le MSA ! »... , Charles Gagnon, « Pourquoi la révolution », *Parti pris*, 5, 5 (février 1968), p. 27-34.

66. Gaëtan Tremblay, « Indépendance : 1^{ère} étape de la libération du peuple québécois » dans « Québec '68 : forum-débat... », p. 21.

67. G. Bourque, « Québec politique : encore le MSA ! »...

68. G. Bourque, « Québec politique : encore le MSA ! »...

69. S. Angers et G. Fabre, *Échanges intellectuels entre la France et le Québec, 1930-2000...*, p. 127-128. Mentionnons aussi que des difficultés financières importantes affligent l'équipe de *Parti pris*, qui peine à assurer la régularité de publication de la revue durant les années 1967 et 1968, notamment en raison d'une baisse de tirage. D'ailleurs, en 1968, l'équipe éditoriale ne comptait plus d'employé attitré à la production et à l'administration de la revue.

Curieusement, ces divergences d'opinions s'observent au même moment parmi les membres de la revue *Socialisme*, où des querelles éclatent entre les partisans d'un rapprochement avec le MSA et ceux qui préconisent la révolution sociale par rapport à la libération nationale. Cette frange radicale, regroupée autour de Michel Van Schendel, préconise la poursuite de l'élaboration d'une théorie scientifique et d'un programme socialiste au Québec, en vue de préparer le terrain à la future révolution⁷⁰. Dans cette perspective, il est primordial de s'opposer au mouvement de Lévesque, un parti ouvertement capitaliste, qui rassemble des membres de la petite bourgeoisie hostiles à la classe prolétaire⁷¹. Pire encore, le MSA afficherait une attitude complaisante envers le voisin américain, un élément vertement dénoncé par Luc Racine à l'automne 1968 :

Face à l'impérialisme américain, l'attitude du MSA en est évidemment une de bon-ententisme, pour ne pas dire d'à-plat-ventrisme. Les concessions que le MSA est disposé à faire dans une association avec le reste du Canada sont d'une telle ampleur, et l'attitude de ce futur parti face aux intérêts américains au Québec est si complaisante, qu'il devient absolument clair que la fraction la plus libérale de la petite bourgeoisie québécoise doit, sous prétexte de réalisme et d'efficacité, chercher à rallier le peuple québécois, et particulièrement les intellectuels, les étudiants et les couches moyennes salariées de fonctionnaires, d'enseignants et de cadres moyens, sous l'étendard d'une souveraineté qui n'est en fait qu'un écran de fumée. Quant au socialisme, la question ne saurait même pas se poser⁷².

Caustiques, certains collaborateurs de *Socialisme* n'hésitent pas à attaquer l'intégrité même des chefs de la coalition indépendantiste. Charles Gagnon, en novembre 1968, y va d'une charge à fond de train contre le nouveau PQ, formé depuis à peine quelques semaines, mais déjà au centre des critiques virulentes de la gauche radicale et socialiste :

Le Parti québécois ne fera pas la révolution ; on peut même se demander s'il fera l'indépendance. Il semble bien que l'apparition de René Lévesque et de son gang (on a bien parlé du gang du FLQ) de politiciens ex-membres du Parti libéral, bien rompus à l'organisation d'élections, sur la scène souverainiste québécoise, a complètement mêlé les esprits et les cœurs, même ceux qu'on

70. Marcel Rioux, Alfred Dubuc et Michel Van Schendel, « Entretien : perspectives d'avenir pour la gauche », *Socialisme* 66, 9 (octobre-décembre 1966), p. 25.

71. Luc Racine, « Les mouvements nationalistes au Québec et la lutte pour le socialisme », *Socialisme* 68, 15 (octobre-novembre-décembre 1968), p. 37-46 ; Michel Van Schendel, « Pour une théorie du socialisme québécois (II) », *Socialisme* 69, 17 (avril-mai-juin 1969), p. 7-26 ; Charles Gagnon, « Le Parti québécois et la révolution », *Socialisme* 69, 17 (avril-mai-juin 1969), p. 130-133.

72. L. Racine, « Les mouvements nationalistes au Québec... », p. 42.

pouvait croire les plus solides et les plus stables de la gauche intellectuelle, qui se confond presque tout à fait avec la gauche officielle (par opposition à la gauche réelle, c'est-à-dire la masse des pas-contents)⁷³.

Cette frange radicale prendra en charge la production des numéros de *Socialisme* jusqu'à sa disparition en 1974. L'orientation donnée par Van Schendel aura pour effet d'ostraciser les plumes moins radicales, dont la plupart des fondateurs de la revue⁷⁴. Au final, la question de l'appui tactique et de l'adhésion au mouvement lévesquien provoquera une scission qui amènera plusieurs animateurs originaux, tels que Pierre Vadeboncoeur, Marcel Rioux et Jacques Dofny, à claquer la porte. Ceux-ci, ayant appuyé le PSQ lors des élections de 1966, sont bien conscients des limites relatives aux succès électoraux d'un parti d'extrême gauche au Québec⁷⁵. Ils sont également conscients du potentiel de la présence de Lévesque à la tête du PQ, lui qui est très respecté et populaire. Signe que le mouvement indépendantiste est arrivé à un tournant, Pierre Vadeboncoeur, qui partage son activité intellectuelle entre *Socialisme* et *Parti pris*, avance que :

Quand une certaine gauche consentira à se servir d'autre chose, pour ses analyses, que des catégories et de la vieille terminologie marxistes [...] elle pourra peut-être en même temps se créer un langage et des idées nouvelles, et, ainsi, se trouvant au départ plus proche de nos réalités, comprendre celles-ci davantage, se donner une stratégie d'inspiration moins livresque, moins exclusive, moins fermée et plus efficace [...] Il y a des groupes, des projets, des mouvements réels, et il y a des groupes, des projets et des mouvements imaginaires. Il est peut-être préférable de travailler avec les premiers [...] Pour quelqu'un de tendance indépendantiste et socialiste, peut-être y'a-t-il quelques sens à travailler, dans le relatif et la réalité, avec le MSA⁷⁶.

Ainsi, on constate que l'échelle des possibles en matière d'appui au MSA et au PQ fut très variable, bien qu'une certaine forme de ralliement se soit dessinée dès l'automne 1968. Outre certaines franges plus radicales associées à l'extrême gauche, la plupart des réseaux intellectuels ont donné leur appui à la coalition de Lévesque afin que l'idéal indépendantiste pénètre dans les différentes couches de la société québécoise.

73. C. Gagnon, « Le Parti québécois et la révolution... », p. 130.

74. M. Angenot et T. Gagné Tremblay, « De *Socialisme 64* à *Socialisme québécois*... », p. 147.

75. N. Laurin, « Genèse de la sociologie marxiste au Québec... », p. 195.

76. Pierre Vadeboncoeur, « Questions en réponse à des questions », *Parti pris*, 5, 8 (été 1968), p. 41.

DE L'ENGAGEMENT INTELLECTUEL À L'ACTION POLITIQUE: LA FIN D'UNE ÉPOQUE?

L'Indépendance, *Parti pris*, *La Nation* et *L'Indépendantiste* cessent toutes leurs activités en 1968. Des revues étudiées, seules subsistent *Socialisme* et *L'Action nationale*. Est-ce à dire que le PQ fut à l'origine de l'effondrement des réseaux intellectuels indépendantistes? En vérité, le parti de Lévesque a surtout forcé les penseurs de l'époque à prendre position sur un enjeu de taille, soit l'appui tactique à un parti politique. Alors qu'une minorité d'acteurs a opté pour la voie du dogme idéologique, une majorité d'intellectuels appuiera concrètement le PQ. Rapidement, le parti va recruter une partie des animateurs des réseaux intellectuels, mais aussi faire siennes certaines des idées de nature politique, culturelle, économique et sociale, afin d'élaborer ses premiers programmes officiels.

D'abord, il est important de mentionner que la plupart des 14 000 membres du RIN se joindront au PQ à la suite du sabotage du parti à l'automne 1968. En pratiquant la stratégie de l'entrisme et grâce à leur poids numérique, ils auront une influence certaine sur l'orientation idéologique du parti, notamment au travers des questions sociales et politiques. Des figures intellectuelles marquantes feront également le pont entre les réseaux intellectuels et le PQ. Parmi elles, on peut notamment penser à Pierre Bourgault, l'ancien président du RIN qui se présentera sous la bannière du PQ dans la circonscription de Mercier en 1970 et qui deviendra membre du Conseil exécutif national du parti de 1971 à 1973⁷⁷. André d'Allemagne, tête pensante du RIN, se joindra lui aussi au PQ à la fin des années 1960. Pierre Renaud, collaborateur important à *L'Indépendance*, deviendra président du Conseil exécutif national du PQ entre 1973 et 1974 et entre 1977 et 1979. Gérald Godin, collaborateur activement impliqué dans la revue *Parti pris*, sera élu député de Mercier en 1976 sous la bannière péquiste en défaisant le premier ministre sortant Robert Bourassa. Il sera par la suite nommé ministre de l'Immigration en 1980, avant d'être réélu en 1981. Lucien Lessard, collaborateur à *La Nation*, sera élu député en 1970 dans la circonscription de Saguenay. Il sera réélu en 1973, 1976 et 1981. Il occupera notamment les charges de ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement (1976-1977) et de ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (1979-1982). Jacques-Yvan Morin, rédacteur à *L'Action nationale*, sera quant à lui élu en 1973 et deviendra chef de l'opposition officielle. Il sera ensuite réélu en 1976, puis sera nommé ministre de l'Éducation (1976-1981). Il occupera ensuite

77. J.-F. Nadeau, *Bourgault...*, p. 348-350.

la fonction de vice-premier ministre du Québec. Jacques Ferron, auteur actif chez *Parti pris* et chez *Socialisme*, adhérera au PQ au début des années 1970, tout comme Pierre Vadeboncoeur, qui militera en faveur de l'intégration de la gauche syndicaliste au sein du parti de Lévesque⁷⁸. Enfin, même des militants radicaux intégreront le PQ durant la décennie 1970. C'est notamment le cas de Pierre Vallières, qui renoncera à la violence politique en 1971 en joignant les rangs du PQ, et ce, de manière très médiatisée⁷⁹. Mentionnons aussi Pierre Maheu, cofondateur de *Parti Pris*, qui deviendra publiciste pour le PQ.

D'horizons variés, ces individus ont cherché à mettre de côté leur idéologie personnelle afin de privilégier la défense d'un idéal collectif. En cela, l'échec de la constitution d'un parti indépendantiste réellement influent dans les années 1960 a pu motiver nombre d'individus à s'engager dans la joute politique sous la bannière péquiste. À notre sens, le phénomène de convergence des forces séparatistes au sein du PQ est ainsi redevable à la maturation idéologique des réseaux indépendantistes, qui ont conclu que seule l'union des forces permettrait de faire avancer leur cause.

Qui plus est, il nous semble évident que plusieurs des fondements idéologiques originaux du PQ tirent – du moins en partie – leurs origines des discours intellectuels des années 1960. Le programme officiel du PQ de 1970 constitue un témoignage éclairant à ce sujet⁸⁰. Entre autres formules, faut-il rappeler que celle des États associés, mise de l'avant par René Lévesque durant toute la décennie de 1970 et lors du référendum de 1980, fut d'abord proposée par les auteurs de *L'Action nationale* et de *La Nation*⁸¹. La constitution d'un État québécois indépendant, associé économiquement avec le reste du Canada, fut mise de l'avant par des nationalistes de droite souhaitant éviter une catastrophe économique, advenant la séparation complète du Québec.

Le programme social du PQ comporte également de nombreuses propositions inspirées des idéaux défendus par ces revues de gauche. Les questions relatives à la justice sociale (salaire minimum, allocations familiales, répartition des impôts selon les classes sociales, etc.) ainsi qu'au

78. Anne Morelli et José Gotovitch, *Contester dans un pays prospère. L'extrême gauche en Belgique et au Canada* (Bruxelles, Éditions scientifiques internationales, 2007), p. 171.

79. Jacques Jourdain, «Un portrait de Pierre Vallières». *Bulletin d'histoire politique*, 7, 3 (printemps 1999), p. 13-16.

80. De par sa nature interventionniste et technocratique, le PQ constitue en soi l'héritier politique du Parti libéral du Québec, qui a mis en place les différentes réformes des années 1960 à l'origine de la Révolution tranquille. Léon Dion, *Nationalismes et politique au Québec* (Montréal, Éditions Hurtubise, 1975), p. 155.

81. *Le programme du Parti québécois* (Montréal, Les Éditions du Jour, 1970).

syndicalisme (liberté d'association pour tous les travailleurs, démocratie syndicale, sécurité d'emploi) renvoient aux revendications des auteurs de *Parti pris*, de *Socialisme* et de *L'Indépendance* qui, durant leur existence, ont tous milité en faveur de ces différents éléments⁸². Le développement de programmes sociaux novateurs (politiques liées à la famille, à l'habitation, à la santé et la protection du consommateur, etc.), qui sera l'une des principales caractéristiques du gouvernement péquiste à partir de 1976, tire ses bases des revendications des revues indépendantistes de gauche⁸³. Le PQ des années 1970 étant composé d'une base importante de membres affiliés à la gauche (professeurs, étudiants, syndicalistes, intellectuels, etc.), on peut penser que le poids numérique de cette faction a pu jouer un rôle déterminant dans l'orientation progressiste de la coalition péquiste, du moins durant la première moitié de la décennie.

Économiquement, le programme du PQ de 1970 s'inscrit également en continuité avec les pratiques interventionnistes et nationalistes développées durant la décennie précédente. Le parti prônera notamment la nationalisation de plusieurs secteurs d'activités liés au secteur primaire, dont l'agriculture⁸⁴. En militant en faveur du contrôle du marché et de l'autosuffisance alimentaire du Québec, les stratèges péquistes font ainsi écho aux revendications de *La Nation* et de *L'Indépendance*, qui ont cherché à sensibiliser leur lectorat face au problème de la libre concurrence et de la dépossession des sols québécois. La réforme du monde agricole, prônée par le ministre Jean Garon durant le premier mandat du gouvernement Lévesque, constituera d'ailleurs une étape importante dans ce processus d'autosuffisance⁸⁵. Mentionnons également que le programme péquiste de 1970 prévoit la valorisation de certains secteurs d'activités, soit les industries de loisirs et de tourisme, les industries liées aux communications de masse et à la recherche technologique. Ces secteurs bénéficieraient notamment d'un appui massif du gouvernement québécois, qui injecterait des sommes considérables dans ces trois formes d'activités afin de stimuler leur développement et de créer de nouvelles richesses « nationales » dont bénéficieraient la génération née durant l'après-guerre⁸⁶. En

82. *Le programme du Parti québécois...*, p. 57 et 59. Sur les liens entre le PQ et les syndicats, on notera l'étude suivante : Jacques Rouillard, *L'expérience syndicale au Québec : ses rapports à l'État, à la nation et à l'opinion publique* (Montréal, VLB, 2009).

83. *Le programme du Parti québécois...*, p. 82-83.

84. *Le programme du Parti québécois...*, p. 44-45.

85. Jean Garon et Simon Bégin, *Pour tout vous dire* (Montréal, VLB, 2013). Notons également que Garon fut militant du RIN et du RN avant d'être impliqué dans les hautes sphères décisionnelles du PQ.

86. *Le programme du Parti québécois...*, p. 32.

cela, le PQ s'inscrit en continuité avec les positions du RIN et de son journal *L'Indépendance*, qui s'employaient déjà quelques années auparavant à sensibiliser la population quant au potentiel économique lié à l'exploitation de ces secteurs d'avenir.

D'un point de vue culturel, le PQ harmonise clairement ses positions aux idéaux nationalistes découlant du mouvement d'affirmation de la décennie 1960. Le programme constitue d'ailleurs un document précieux face à la volonté de poursuivre le développement de l'identité culturelle du Québec «post-Révolution tranquille» et nombreuses sont les propositions qui s'inscrivent directement dans ce schème de pensée. Entre autres, le PQ revendique alors une meilleure formation des maîtres ainsi qu'une plus grande accessibilité à l'enseignement universitaire, des éléments débattus dans les pages de *Parti pris* et de *L'Action nationale* dès 1964⁸⁷. Le PQ souligne le rôle primordial de la radio, de la télévision et du cinéma québécois dans le développement de l'identité nationale et dans son rayonnement à l'étranger. La vitalité des médias de communications québécois est un élément mis de l'avant par à peu près toutes les publications étudiées⁸⁸. *L'Action nationale*, *L'Indépendance* et *Parti pris* ont notamment critiqué de manière soutenue la primauté des films américains dans les salles de cinéma du Québec, un élément associé au colonialisme culturel. Enfin, le programme de 1970 mentionne que le français est «la seule langue officielle du Québec et la langue du travail⁸⁹». À cet égard, *Parti pris* et *L'Indépendance* militaient farouchement en faveur d'un unilinguisme intégral, un élément que les anciens rinistes tenteront d'imposer au sein du PQ, sans succès. Ils auront néanmoins une influence notable dans la mise en application de la Charte de la langue française (loi 101) de Camille Laurin en 1977, qui reconnut l'influence des penseurs souverainistes, dont André d'Allemagne, dans la mise en place de cette politique linguistique⁹⁰.

Ainsi, nous voyons que les réseaux intellectuels indépendantistes actifs durant la Révolution tranquille ont eu une influence profonde dans le processus évolutif du mouvement souverainiste. En vertu des transferts idéologiques et de l'intégration d'animateurs au sein du parti, on conçoit bien de quelle manière s'est construit le PQ, notamment en lien avec la

87. *Le programme du Parti québécois...*, p. 85.

88. *Le programme du Parti québécois...*, p. 90-91.

89. *Le programme du Parti québécois...*, p. 63.

90. Jean-Philippe Carlos, «Le bilinguisme qui nous tue»: André d'Allemagne et la condamnation du bilinguisme institutionnel au Québec (1958-1968)», *Bulletin d'histoire politique*, 26, 2 (hiver 2018), p. 154-170.

prise de positions tirées en partie des réseaux intellectuels indépendantistes actifs durant la Révolution tranquille.

CONCLUSION

Le PQ a rarement mis de l'avant l'importance des intellectuels dans la médiatisation et la démocratisation de l'option indépendantiste au courant des années 1960. Pourtant, il nous apparaît clair que ce parti n'aurait jamais eu le succès qu'il a connu au courant des années 1970, n'eût été le travail de certains précurseurs. Le parti représente en soi l'aboutissement logique de l'évolution de ce mouvement, puisqu'il réunit toutes les catégories de militants sensibles à la cause nationale. Par pragmatisme, de nombreux intellectuels feront le saut dans le bateau péquiste au tournant des années 1970.

Néanmoins, plusieurs seront déçus de constater la tiédeur de la flamme indépendantiste dans les sphères décisionnelles du parti, peu enclines à céder à l'opiniâtreté des militants. Cette alliance pragmatique, entre les intellectuels et le PQ, frappera un mur à la suite du virage étapiste du parti en 1974, et surtout avec l'échec référendaire de 1980 et la tentation du beau risque. Toutefois, cet épisode constitue un phénomène marquant qui démontre comment le PQ a su, à ses débuts, marquer l'imaginaire d'une certaine génération d'intellectuels, tout en l'inspirant à s'engager en politique partisane.